

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N 510 - 11 janvier 1990 - Prix 2,50 F

PAIX et ENVIRONNEMENT

Conférence-débat

organisée par le **MOUVEMENT DE LA PAIX**
avec

Jean-Yves GUEZENEC

Ingénieur au CEA (Commissariat à l'Énergie Atomique)
Secrétaire du MNLE
(Mouvement National de Lutte pour l'Environnement)

VENDREDI 26 JANVIER 1990

20 h 30

**Maison du Peuple - Salle E
SAINT-NAZAIRE**

A L'OFFENSIVE POUR LE RASSEMBLEMENT, L'ACTION, LE RENFORCEMENT DU P.C.F.

Chaque jour, le déchaînement anti-communiste s'amplifie. Pas une édition de la presse locale sans un éditorial et article où mensonge, mauvaise foi, falsification et censure sont devenus la règle.

Tous est fait pour que les communistes renoncent à être eux-mêmes, pour qu'en quelque sorte, leur parti décide de sa propre disparition.

Pour mettre en œuvre leur programme, gouvernement et patronat ne supportent pas un PCF influent et actif.

Ils craignent ceux qui refusent la mise en place d'une société toujours plus inégalitaire, ceux qui luttent et qui appellent à l'Union des Forces populaires et au rassemblement des Forces de gauche.

En nous attaquant, c'est à tous ceux, des salariés des Chantiers aux étudiants, des personnels des impôts aux chômeurs qui réclament les fonds disponibles dans les caisses des ASSEDIC, aux personnels de Santé, aux cadres et techniciens qu'ils s'en prennent. A tous ceux qui remettent en cause la politique du gouvernement.

Le déchaînement se fait d'autant plus fort que le mécontentement grandit, et se traduit de plus en plus par des luttes rassembleuses et déterminées, que de plus en plus d'hommes, de femmes, de jeunes voient dans le PCF la force porteuse de leurs aspirations au rassemblement pour résister à la politique d'austérité et à l'exigence d'une politique de gauche. Une réalité qui se traduit par des résultats : nous avons terminé l'année en dépassant les 100% ; dans les dernières semaines, 154 personnes ont rejoint notre parti, 15 cellules d'entreprises et 6 locales ont été créées.

Il est de mieux en mieux perçu que, sans notre parti, ses militants, ses élus, toute perspective serait bouchée, qu'il n'y aurait pas d'autres choix qu'une politique au service du capital.

Les communistes sont d'autant plus dérangeants qu'ils sont ouverts, conquérants, audacieux, rassembleurs, qu'ils se tournent résolument vers les gens, se mettent à l'écoute de leurs préoccupations, de leurs aspirations.

C'est la meilleure riposte, la plus efficace aux campagnes actuelles contre le parti, en déployant dans tous les domaines, sur tous les terrains notre politique rassembleuse.

Nous entamerons ainsi dans les meilleures conditions la campagne de remise des cartes et d'assemblées populaires de 1990 qui va être un moment privilégié pour le rayonnement de notre politique et pour réaliser des dizaines de milliers d'adhésions nouvelles.

Que les salariés, les démocrates de notre département soient assurés que rien ni personne ne détournera les communistes de leur volonté de rassembler. Pour se faire entendre, se défendre et que ça change.

Face à la politique de droite mise en œuvre par le gouvernement, il est un fait : seul le PCF propose un autre choix pour que ça aille mieux pour les salariés, leur famille. Pour une véritable politique de gauche.

Pour avancer en ce sens il faut donc qu'il soit plus fort, plus influent, le renforcer est bien la question-clé du moment, l'enjeu décisif pour le mouvement populaire.

J.-R. TEILLANT.

BATAILLE POUR LA CONSTRUCTION DE DEUX CAR-FERRIES A SAINT-NAZAIRE LA C.G.T. SUR LE PONT

Importante conférence de presse des comités régionaux des Pays de Loire et de Bretagne de la C.G.T. avec la participation de Guy Texier, Pierre Champeau, Serge Doussin, Daniel Lemasson, René Magre, Gérard Clair.

Dans son introduction à la conférence de presse, Guy Texier affirme l'attachement de la C.G.T. à la construction française : oui, attachée au site de Saint-Nazaire mais pas seulement.

Nous refusons de voir remises en cause les capacités de production que peut avoir la France. C'est d'une politique conquérante dont nous avons besoin. Et le gouvernement qui s'était engagé à faire une déclaration d'intention en juillet 1988 n'a toujours rien dit.

Aujourd'hui la C.G.T. veut réaffirmer sa position à propos de la construction de deux car-ferrys de grande dimension pour le transport de marchandises et de passagers entre les ports de Bretagne, de Normandie, vers la Grande-Bretagne.

Pierre Champeau devait

préciser les caractéristiques des navires. Selon ses informations, tous les chantiers européens ont reçu un appel d'offres, deux n'ont pas répondu : Alsthom Saint-Nazaire et la Manche.

Et Pierre Champeau de rappeler que la SABEMEN est à capitaux publics majoritaires. Mais la magouille n'est pas exclue. Les navires seraient commandés par la Truck-Line, société rachetée par la B.A.I.

Va-t-on permettre que les aides publiques aident à la suppression d'emplois ? La C.G.T. s'y opposera.

Ce sont près de 10 navires qui seront renouvelés dans les années à venir par la SABEMEN.

René Magré, après avoir rappelé l'explosion des commandes de navires dans le monde, a donné la situation du chantier nazairien : 6 navires au plan de charge après 88. Et avec beaucoup d'humour il ajoute : « Vous voyez bien que le conflit de 88 n'a pas gêné la prise de commandes. Je pense même qu'il a aidé ».

Mais nous avons besoin

d'autres navires, et pas seulement des paquebots de croisières. Mais tous types de navires : car-ferry, bien sûr, mais aussi des études à faire pour les pétroliers double coque et double safran pour en finir avec les marées noires.

D'ailleurs, les bureaux d'études ont besoin de nouvelles commandes pour éviter la sous-charge.

Et ceux qui viennent nous dire que nous ne sommes pas compétitifs ont des propos qui ne tiennent pas la route.

Nous allons demander des rencontres à la direction locale, puis nationale. Nous avons besoin de commandes. Nous n'accepterons pas le déclin de la navale.

Serge Doussin précise les premières actions :

1°) Vaste campagne de cartes-pétitions pour la commande de car-ferry.

2°) Vers les responsables politiques à tous niveaux : départements, régions.

3°) Vers les ministères concernés.

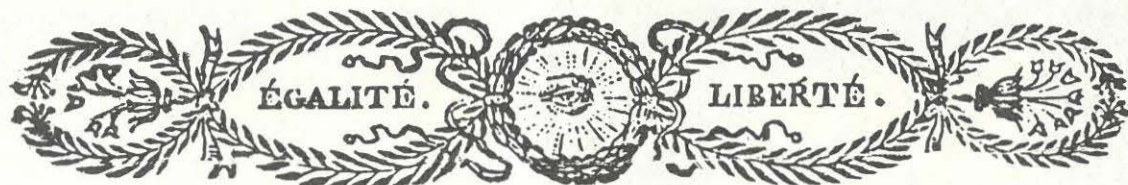
ROUMANIE SOLIDARITÉ

SUCCÈS DE LA VENTE DE "L'HUMANITÉ"
AU PROFIT DE LA ROUMANIE

Plusieurs centaines de journaux supplémentaires
ont été vendus dans les entreprises de Loire-Atlantique

La solidarité continue.

La Fédération du P.C.F. va poursuivre l'aide
au peuple roumain, en versant au Secours Populaire Français :
C.C.P. 57 601 Nantes.



LES CHAPELETS DE MACHECOUL (II)

par Louis OURY

Agé de cinq ans en 1793, le statuaire David d'Angers témoignera sur la contre-révolution en Anjou. Un autre enfant, Germain Bethuis, âgé de six ans, dont le père fut assassiné au cours d'un "chapelet" à Machecoul, témoignera lui aussi quelques décennies plus tard :

« *Bientôt il fut publié que ces cadavres ne seraient ensevelis qu'après que le prêtre Priou aurait célébré, dans la chapelle de l'hôpital, une messe pour remercier Dieu de la victoire qu'il venait d'accorder aux royalistes...* ». Mais Priou refusa, arguant que cette chapelle n'avait pas été purifiée depuis que le curé constitutionnel en était sorti. Il fit « *dresser un autel dans l'endroit même où l'on avait massacré presque tous les citoyens; il y dit la messe, les pieds dans le sang qui coulait encore; le bas de son aube était sanglant, et il finit par le Domine, salvum fac regem! (...)* le Te Deum était obligatoire pour tous et plus particulièrement pour les personnes soupçonnées de patriotisme. Ma mère était donc forcée d'y paraître; elle y envoya sa domestique qui, à son tour, exigea que je l'accompagnasse. La vue de ces cadavres ne me causa aucune frayeur. Je ne savais pas encore ce que c'était la mort. Cependant j'éprouvai, en entrant dans la cour de l'hôpital, une sensation qui n'est pas effacée au moment où j'écris ces lignes. Les cadavres étaient amoncelés et embarrassaient tellement la voie pour venir à la chapelle qu'il fallait y toucher du pied et de la main. Ma main touche l'un de ces corps, le froid de la mort me pénètre. C'est donc en présence de cette montagne inanimée que le prêtre Priou célèbre le sacrifice divin et qu'au nom d'un Dieu de paix, il encourage les Vendéens à la trahison pour multiplier leurs triomphes. Il comble les Machecoulais d'éloges et les bénit, au nom de Dieu, de s'être distingués par un si grand nombre d'assassinats commis sur des êtres sans défense ou gisant dans leurs lits. Ce n'est qu'après la célébration de la messe que quatre charrettes, comblées de cadavres, les conduisirent à leur dernière demeure, au milieu des cris sauvages de l'exaltation du triomphe » (8).

Certains patriotes avaient pu fuir Machecoul et informer les autorités à Nantes. Conduits par le général Beysser, les Républicains entreprirent la reconquête du Pays de Retz, découvrant une réalité inimaginable à mesure qu'ils avançaient. Et le 22 avril 1793, leur colonne composée de gardes nationaux, de soldats, de gendarmes et de travailleurs de diverses professions, attaqua Machecoul. Au soir la ville était prise et Souchu arrêté à temps,

car « *derrière une petite vierge nichée dans un mur, on retrouva la liste de toutes les femmes patriotes qui devaient être assassinées avec leurs enfants dans la nuit du 22 avril* ». Dans son premier rapport, Beysser écrivit : « *J'ai envoyé à la poursuite des brigands; plusieurs ont été tués, d'autres ont été faits prisonniers et la commission militaire va les juger dès ce jour. Les détails des horreurs qu'ils ont commises vous parviendront successivement et vous feront frémir. Jamais l'humanité n'a été outragée avec plus de barbarie, et la plus grande sévérité est nécessaire pour empêcher le retour de semblables excès* ».

Il fut estimé que cinq cent cinquante patriotes du Machecoulais avaient été tués ou enterrés vivants par les "Vendéens". Les documents administratifs ayant été brûlés par ceux-ci, un chiffre précis était impossible, de nombreux corps ayant été découpés en plusieurs morceaux « *pour faire mieux que la guillotine qui avait coupé en deux notre Roi* ». En plus de ce carnage ils avaient emporté ou consommé vin, céréales, bestiaux, fourrages, meubles, incendiant une centaine de maisons avec des cadavres à l'intérieur, ce qui attira les loups.

En vertu du décret promulgué

le 19 mars sitôt connus les massacres de Machecoul, les rebelles pris les armes à la main furent fusillés, sauf Souchu qui fut jugé et condamné le 25 avril. On lui posa la tête sur l'affût d'un canon et un sapeur la trancha d'un coup de hache, donnant ainsi le coup d'envoi de représailles d'une égale sauvagerie à celle de six semaines de terreur blanche.

*
**

Cinquante ans plus tard, le généreux républicain David d'Angers qui sculpta le tombeau du royaliste Bonchamps à Saint-

Florent, écrivit (9) : « *En présence de pareilles atrocités ne s'expliquera-t-on pas facilement ces regrettables et terribles représailles dont les Royalistes se sont emparés à satiété pour tâcher de nous flétrir? Il leur était facile de verser sur nous la calomnie; le droit de parler n'appartint si longtemps qu'à eux seuls! (...)* Il est de toute vérité que les crimes de la guerre civile qui ont ensanglanté nos annales ont eu leur initiative chez les "bons paysans" qui aimaient mieux égorger leurs frères, cachés dans les genêts protecteurs, plutôt que d'aller à la frontière opposer leur poitrine aux bayonnettes étrangères. Et après tout avait-on voulu leur enlever leur culte, ce culte si intelligemment compris? On leur laissait leurs curés à la condition seule que ceux-ci consentissent à prêter, comme citoyens, le serment de fidélité au gouvernement choisi par la nation... ».

David d'Angers raconte qu'au cours d'un entretien avec le général royaliste d'Andigné, celui-ci, évoquant Montaigu où les insurgés jetaient vivants les Républicains dans des puits qu'ensuite ils comblaient de terre, lui avait dit : « *Il ne faut pas réveiller de semblables horreurs qui ne nous honorent pas* ».

*
**

En 1989, alors que certains voudraient effacer nos expériences historiques de la mémoire collective, il n'est pas morbide, mais opportun, que soient remises en mémoire ces journées fratricides de mars 1793 à Machecoul, car c'est à partir de ces horreurs "catholiques et royales" de Machecoul que se développerait la longue et sauvage guerre civile qui endeuilla la jeune République, laquelle s'honora en châtiant ceux qui, en son nom, Carrier, Westermann, etc..., commirent de monstrueux crimes de guerre en représailles.

Les atrocités de Machecoul doivent être remises en mémoire puisque, comme l'écrivit à propos de celles de Montaigu, David d'Angers : « *Les historiens royalistes toujours si prompts à répandre l'odieuse sur les héroïques défenseurs de la France, parmi tant d'oublis volontaires dans l'intérêt de leur cause, ont passé sous silence cet acte de brutalité féroce* ».

Louis OURY.

(8) L'abbé François Priou fut condamné à la déportation par arrêté du Directoire du 8 mars 1798, mais en 1804 il revint exercer son sacerdoce, ce dont Germain Bethuis témoigne : « *Je l'ai vu calme et serein se promener dans ces rues qu'il s'était plu à voir tapissées de cadavres* ».

(9) Texte peu connu que publia "La Province d'Anjou" en 1930, p. 83 à 90. (Bibliothèque municipale d'Angers).



Soulèvement de Machecoul. In Pitre Chevalier, *Bretagne et Vendée*. Avec l'aimable autorisation de Mme le Conservateur des Archives municipales de Nantes.

LES MASSACRES DE MACHECOUL

Jean-Clément MARTIN :

La Loire-Atlantique dans la tourmente révolutionnaire - 1789-1799

« *Malgré la défense héroïque de la garde nationale de Machecoul, les brigands s'emparèrent de la ville en y commettant toutes sortes d'atrocités. Ceux des gardes nationaux, échappés par miracle au feu des révoltés, s'étaient réfugiés au sein de leur famille... L'un d'eux, nommé Julien Renou, sellier, fut pris au milieu de sa famille, com-*

posée de sa femme et des six enfants... il fut haché en pièces... La convention accorda bien à la veuve une pension de cent francs et l'aîné des garçons fut élevé par l'Etat au lycée d'Orléans ».

Bibliothèque municipale de Nantes, Fonds Dugast-Mati-feux, II^e série, n° 16, pièce n° 52.

Les partisans de la Révolution

sont chassés ou faits prisonniers. Une partie de ces derniers est emprisonnée et pendant les jours qui suivent sont mis à mort. Le nombre des victimes reste mal connu, cent cinquante ou quatre cent cinquante. Le massacre fut aussitôt célèbre dans toute la France, donnant une réputation d'atrocité à la révolte.

« NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ »
S.A.R.L. au capital de 50 000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 NANTES - Tél. 40.89.72.28
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAudeau
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, G. GRAVILLE
J.-Y. COUPEL
Gilles BONTEMPS
Imprimerie Commerciale
32, bd Laënnec - RENNES
C.C.P. n° 52 987

UN POT... UN POT DU TONNERRE

Batteux, Maire de Saint-Nazaire, déclarait avant la Saint-Sylvestre :

« Je souhaite que les enfants perçoivent que nous avons la chance de vivre dans une république démocratique... ».

Quelle chance, en effet.

Quelle chance inouïe ont ces 3 millions de chômeurs, ces centaines de milliers de jeunes qui, chaque année, sortent des collèges et lycées pour pointer à l'ANPE.

Quelle veine de pendu ont ces 400 000 sans abri qui couchent sous les ponts, squattent les immeubles vétustes ou dorment sur les bouches de métro.

Quel pot du tonnerre ont ces 8 millions de Français qui n'ont pour subvenir à leurs besoins, que 50F par jour !

Comme ils sont nés coiffés ces trois millions et demi d'illettrés qui sont incapables de remplir les documents dont ils ont besoin.

Quel bonheur ont ces dizaines de milliers de paumés, qui cherchent dans l'alcool ou la drogue, un dérivatif à leur angoisse et qui en crèvent.

Heureux comme des coqs en pâte, les douze mille qui se suicident.

Oui, Batteux, quelle chance de vivre dans une république démocratique comme la France.

MAXIME.

FÊTE DES LIBERTÉS

11 et 12 novembre
1989
SAINT-NAZAIRE

Tirages des bons
de soutien

3955 - 3245 - 3353 - 1065 -
3972 - 3967 - 2191 - 3822 - 3888
- 3782 - 3341 - 2126 - 1248 -
2305 - 1179 - 2344 - 1167 - 3313
- 3851 - 3808 - 1254 - 1172 -
3849 - 3265 - 3857 - 2803 - 2752
- 3777 - 3824 - 3801.

QUELQUES POINTS DE REPÈRE SUR LA NAVALE ET LES CHANTIERS DE SAINT-NAZAIRE

— **LE CHIFFRE D'AFFAIRES** des Chantiers tourne autour de 3 milliards de francs l'an.

Le plan de charge actuel est pour près de 80% à l'exportation, c'est-à-dire l'importance pour le commerce extérieur français qui se dégrade d'année en année.

Par exemple, le Souverain des Mers, c'est 1,8 milliard de francs soit la valeur de 10 Airbus à l'exportation.

— **CONSTRUIRE** français participe aussi à la réduction du déficit du commerce extérieur.

Le car ferry Bretagne a coûté aux alentours de 450 millions de francs et a donné 1,5 million d'heures de travail à toute une région avec par conséquent autant de chômage en moins.

— **LES AIDES** : elles sont actuellement indispensables et concernent toute une région, voir le pays lui-même. Chacun sait que le Souverain des Mers a procuré au total 7,5 millions d'heures de travail.

Quelques 700 entreprises françaises réparties dans 70 départements en ont bénéficié.

Néanmoins, les aides :

— doivent servir à la production et non à la réduction d'activité,

— doivent être coordonnées avec celles versées aux armateurs dans le but de favoriser les commandes françaises dans les chantiers français,

— doivent avoir un niveau évalué selon les nécessités réelles et non les exigences patronales,

— doivent avoir une utilisation soigneusement contrôlée.

LE CARNET DE COMMANDES

— 1 paquebot livrable mars 1990,
— 1 bâtiment d'essai militaire livrable décembre 1990,

— 1 frégate militaire livrable décembre 1990,

— 1 drague pour le Bangladesh livrable janvier 1991,

— 1 paquebot livrable mars 1991,

— 1 frégate militaire livrable juin 1991,

— 1 paquebot livrable mars 1992.

Il avoisine environ 10 millions d'heures productives, soit à peu près 2 années de travail avec toutefois

quelques trous dans le plan de charge surtout dans les Bureaux d'Etudes dès 1990.

Il est donc nécessaire de prendre d'autres commandes.

Et c'est dans ce contexte que la CGT suit attentivement le dossier des 2 navires dont la Compagnie Bretonne B.A.I. a besoin.

D'une part, nous avons déjà construit ici le car ferry « Bretagne » et d'autre part, les Collectivités Locales étant partie prenante, il nous semble fondamental que leur engagement se fasse en faveur de l'emploi en France et plus particulièrement de la Région avec les Chantiers de l'Atlantique dont on connaît le rôle de véritable poumon économique.

A NOS 55 MILLIONS DE CLIENTS



Quelle soit partenaire de votre réussite ou complice de vos loisirs, l'électricité est une compagne fidèle de tous vos instants. Vous êtes 55 millions à apprécier les services innombrables qu'elle rend. Nous sommes 125 000 à veiller chaque jour à la qualité de votre confort quotidien.

EDF
Electricité
de France

CONSEIL RÉGIONAL : LES ELUS COMMUNISTES AU SERVICE DE LA POPULATION

Des élus utiles, efficaces, liés à la population, tels sont les élus communistes à la Région des Pays de Loire.

Huguette Herin, Jean-Louis Le Corre, Jean Berthelot, Yvan Lubi qui lors du dernier conseil régional n'ont pas fait de la figuration.

Nous donnons ci-dessous, faute de place, quelques thèmes abordés par nos élus.

FORMATION

« Dans ce budget, nous ne pouvons manquer de nous arrêter sur la part consacrée à la Formation : 54% c'est un fait positif en soi. Rappelons d'ailleurs que la construction de nouveaux lycées est venue au terme de longues batailles des parents d'élèves, des enseignants... ce qui ne peut que nous encourager à détendre les dossiers non encore retenus : Allonnes, Montoir, Pontchâteau... »

Nous soulignons également que la Région est à la première place en ce qui concerne l'Enseignement Privé, cette place est renforcée par ce budget...

Les luttes qui se développent actuellement dans les Universités des Pays de la Loire devraient engager les élus régionaux à exiger de l'Etat les mesures immédiates répondant aux besoins exprimés...

L'exigence des 40 milliards prélevés sur les dépenses de Surarmement est rendue plus urgente encore dans le contexte international d'aujourd'hui. Régionalisée cette mesure apporterait une dotation complémentaire de l'ordre de 0,5 milliard pour notre Région... »

NAVALE

Il faut tout faire pour que les deux nouveaux car-ferries soient construits à St-Nazaire. Nous nous associons à la demande formulée par les élus communistes de Bretagne. Les conflits actuels aux Chantiers ont mis en évidence les enjeux de la construction navale en France.

COMMUNICATION

Nous assistons actuellement à une accélération dans la mise en place de structures nouvelles. Notre Région est terre d'accueil de Minis-

tres, de rencontres inter-régionales, de colloques... Tout cela dans une apparente cacophonie ou surenchère quant à l'appellation de nouveaux réseaux...

Nous ne sommes pas seuls à poser les questions de l'Aménagement en d'autres termes, même si parfois certaines réponses divergent. Sous l'égide du Comité d'Expansion de la Loire, un livre vient de paraître sur ce sujet « Territoires à la dérive » d'E. Jacquemet et F. Bret. Il y est procédé à une critique de la décentralisation telle qu'elle est mise en œuvre.

DÉSEN-CLAVEMENT

Examinons ce qui se passe en matière de liaisons ferroviaires et routières par exemple.

Le T.G.V. ne sera un outil de décentralisation que si le réseau transversal est préservé et développé. C'est vrai qu'il s'agit là de choix nationaux, mais l'instance régionale peut se prévaloir du soutien des habitants pour une autre politique!

Si le T.G.V. attendu avec impatience a soulevé tant d'actions c'est que la ségrégation qu'il a immédiatement instaurée a mobilisé les usagers actuels ou potentiels; les 6500 pétitions à l'initiative des Communistes en particulier.

L'Etat se désengage ou se réfugie derrière des choix Européens, comme s'il n'y pouvait rien.

La participation du F.E.D.E.R. en recul de 14,3 millions est un avant-goût des décisions arbitraires à venir.

« SEUL CE QUI EST PUISSANT INTERESSE LE POUVOIR... »

Cette formule - subversive - extraite du livre pré-cité, nous invite à réfléchir à partir des choix directement élaborés dans le document budgétaire.

LA LOIRE

La réalisation de l'aménagement du bassin de la Loire ne peut se limiter au seul aménagement hydraulique. Il doit être, comme il était prévu, conçu comme un aménagement intégré pour la valorisation de ses potentialités naturelles et économiques. Il faut dès maintenant reprendre des études dans ce sens.

Nous serons particulièrement

attentifs à empêcher que cette opération donne l'occasion à des spéculateurs peu scrupuleux de réaliser des opérations foncières juteuses. Comme nous entendons être attentifs aux travaux pouvant entraîner des modifications de la faune et de la flore...

La non information, la concertation limitée et dirigée ne peuvent que favoriser les interrogations légitimes de populations qui refusent la modification d'espaces liés à leur vie et à leurs loisirs.

Certains aujourd'hui remettent très vigoureusement en cause ce projet, ils trouvent d'ailleurs un écho assez complaisant dans la presse. Nous sommes prêts à dialoguer avec tous ceux qui ont au cœur la Loire vivante, mais une Loire sans danger pour l'homme et l'environnement qu'il s'est façonné...

Nous ne voulons pas une Loire « sauvage », c'est-à-dire destructrice et imprévisible, nous ferons tout pour garder une « Loire vivante », accueillante aux poissons, à la flore et de la faune de ses berges, mais aussi à la population de tout son bassin ».

L'ARC ATLANTIQUE

« L'Arc Atlantique n'est pas la solution aux problèmes de développement des Régions de l'Ouest... »

La création de nouvelles structures supra-communales est incitée par le biais de financements nationaux et européens. Il s'agit d'imposer « par le haut », une recomposition économique, sociale et politique de nos régions, sans concertation avec les populations. C'est une nouvelle organisation et c'est une nouvelle conception de l'aménagement du territoire qui visent à accélérer l'intégration européenne en réduisant les résistances des populations, des travailleurs des entreprises, des élus...

C'est un projet centralisateur qui tourne le dos à une véritable politique de décentralisation.

Ce projet vise à pomper les richesses régionales, à transférer de nouvelles charges sur les collectivités locales (département et communes), à écrémer le savoir-faire local, tout ceci pour le compte de quelques groupes multinationaux qui vont développer une politique de pilotage

par le haut et pour les intérêts de leurs profits, en matière d'aménagement de territoire, de formation, de recherche... Avec l'Arc Atlantique ce serait un nouveau recul social pour les travailleurs de notre région, déjà fortement pénalisés puisque un salarié sur deux reçoit moins de 6000F nets mensuels. Ce serait le développement de la précarité, de la mobilité avec la mise en miettes de toutes les garanties collectives...

D'autres solutions existent :

La région a de nombreux atouts :
- humains : plus d'un million d'actifs,

- économiques avec une forte implantation de groupes industriels nationalisés et une très forte tradition agricole et alimentaire,

- financiers : un taux d'épargne élevé (130 milliards en disponible dans les banques régionales). Une implantation plus que forte des grandes fortunes. 4^e région de France, patrimoine évalué à près de 1300 milliards de francs. Un taux de productivité des entreprises, supérieur à la moyenne nationale...

Dans le domaine économique, nous avançons trois séries de propositions :

1) Valoriser les ports et la façade maritime de la Région : reconquête du trafic; transformation sur place de productions régionales, développement de la construction et de la réparation navales; développement du tourisme populaire.

2) Faire coopérer la région avec d'autres régions en nous appuyant sur les atouts régionaux...

Nous avançons quelques propositions :

Tout d'abord le respect et le développement de l'autonomie communale...

3) Valoriser les grands atouts régionaux...

Par ailleurs, nous sommes farouchement opposés aux regroupements supra-communales et aux incitations financières qui l'accompagnent.

Par contre, la région peut faire jouer un rôle positif dans la réalisation de coopérations intercommunales modernes et démocratiques, librement consenties.

Nous sommes également favorables à la coopération interrégionale...

Enfin, nous demandons une réelle démocratisation du Comité Economique et Social Régional. Celui-ci doit avoir un rôle accru dans l'élaboration et la construction des politiques régionales... »

AU CONSEIL RÉGIONAL

Une phrase de Loïc Le Masne :

« Nous sommes un peu frieux dans l'aide que nous apportons aux entreprises ». C'est aussi l'avis de M. Auxiette.

BRETAGNE LOIRE EQUIPEMENT

CONSTRUIRE Des équipes de professionnels connaissant le marché public, ses décideurs et leurs impératifs.

GÉRER

ENTREPRENDRE Bretagne Loire équipement : le partenaire indispensable pour une conception moderne de la gestion des collectivités.

AMÉNAGER

DIFFUSER



Groupe gifco

92 rue Lazare Carnot
55100 Lorient
Tél. 97 21 65 71

SOLDES*
JUSQU'AU 31 JANVIER 90
**LES CUISINES SCHMIDT
DECOUPENT LES PRIX**

* SAUF ELECTROMÉNAGER SUR LES MODELES SIGNALES EN MAGASIN PAR ETIQUETTE SPECIALE ET DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

GO Cuisines
48, bd Victor-Hugo - 44600 SAINT-NAZAIRE
Tél. 40.66.33.64

CUISINES SCHMIDT
Jusqu'au bout de l'exigence